

# Préface

## Liberté, justice, développement humain

Celui ou celle qui débute la lecture de *La Richesse des réseaux* peut s'y lancer de diverses manières. On peut s'en saisir comme d'un guide pour découvrir un nouveau domaine des activités humaines, rendu possible par les technologies de l'information et Internet. On peut y voir un outil pour penser l'irruption surprenante d'activités qui se situent hors du marché dans un monde habituellement décrit comme dominé par une marchandisation conquérante, et se poser la question du futur de l'économie après cette irruption. On peut enfin l'aborder comme une œuvre de philosophie politique, une remise à plat des conditions modernes de la liberté, de la justice, de la démocratie et de la culture.

Disons-le tout de suite, par quelque angle qu'on choisisse d'y entrer, on n'en sortira pas indemne. Il n'y a dans le livre que vous ouvrez nul piège mental, nul labyrinthe inextricable. Chacune des affirmations qui établissent le raisonnement est factuelle, concrète, nuancée. Mais ce raisonnement bouscule nos façons de penser, il tisse une toile qui n'est pas celle de nos catégories usuelles. Habituer à penser la technologie comme une boîte noire, nous la découvrons comme une construction sociale à propos de laquelle se prennent des décisions politiques essentielles. Nous pensant à l'âge industriel, nous nous découvrons artisans planétaires. Croyant qu'État et marchés se disputent le pouvoir, nous découvrons qu'on ne peut plus penser ces deux entités que sur le fond des activités sociétales. Sceptiques à l'égard de la liberté du renard dans le poulailler, nous faisons face à un argumentaire indiscutable qui affirme que la liberté d'utiliser et d'échanger l'information est un des piliers fondamentaux de l'égalité, de la justice et du développement.

Comment outiller le lecteur d'une façon qui justifierait de retarder son plaisir de lire *La Richesse des réseaux*? Cette préface se propose de le faire en deux temps. Mettre d'abord la réflexion de Yochai Benkler «en situation», la positionner dans une lignée de travaux, éclaircir les concepts utilisés, notamment quand leurs acceptations européennes divergent de celles qui ont cours aux États-Unis, illustrer la portée des analyses par quelques exemples familiers au lecteur français. Cela nous conduira à examiner quelques questions que Yochai Benkler a choisi de ne pas traiter et qui ouvrent sur d'autres enjeux politiques. Cette introduction se conclut sur un parallèle entre *La Richesse des réseaux* et *La Richesse des nations*<sup>1</sup> d'Adam Smith (1776).

## Révolutions informationnelles

*La Richesse des réseaux* est avant tout un livre sur les transformations provoquées par les technologies de l'information et de la communication et leurs usages. Les premiers chapitres en sont un tableau descriptif illustré d'exemples scrutés à la loupe d'une extraordinaire sagacité. Yochai Benkler analyse Internet, le Web, les logiciels libres, Wikipedia, les médias collaboratifs comme Slashdot, les publications scientifiques en accès libre, ou les jeux massivement multijoueurs. Ceux qui croyaient les connaître découvriront de nouvelles explications des mécanismes qui rendent possible l'innovation coopérative, de nouvelles illustrations de l'incroyable démultiplication des expressions dans l'espace public. Ceux qui les découvriront auront choisi le meilleur des guides.

Yochai Benkler étudie avec une attention particulière l'invention de nouvelles façons de donner crédit et réputation à ce qui le mérite dans la multitude des productions informationnelles, sans doute en réponse à l'une des critiques les plus courantes de la démocratisation de l'expression et de la création. Dans la foulée, il analyse la façon dont ces transformations débordent un seul domaine de l'information. Il montre comment, à l'opposition marquée entre les producteurs et les consommateurs caractéristique de la production industrielle, se substituent – même dans le champ des objets matériels – des relations plus complexes, que des mots comme «consommacteurs<sup>2</sup>» et des concepts comme celui d'«innovation ascendante<sup>3</sup>» ont tenté de traduire.

1. Le titre anglais signifie, littéralement: «Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations». Une traduction française récente est parue sous le titre : *La Richesse des nations* (Paris, Flammarion, 1991).

2. Traduction de «prosumers».

3. Eric von Hippel, *Democratizing Innovation*, 2<sup>e</sup> édition, Cambridge, MIT Press, 2005.

En se positionnant ainsi comme analyste des révolutions informationnelles, Yochai Benkler se situe dans une lignée de travaux éparpillés sur plus de trente ans. Or la position qu'il adopte est tout à fait originale dans cette lignée. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, l'analyse des révolutions informationnelles a été dominée par la critique de leurs effets de pouvoir, de contrôle, de surveillance, de parcellarisation de la production, d'optimisation des processus et des profits. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, la prédominance de cet angle d'analyse était aisément explicable. Les ordinateurs n'étaient déployés que dans les grands organismes militaires, la recherche scientifique, l'administration et les grandes entreprises. Il fallait un regard très aiguisé pour discerner dans les communautés scientifiques, ou même au sein des entreprises, les embryons d'une appropriation par les êtres humains de capacités nouvelles que leur donnent ces technologies. Les textes d'Ivan Illich<sup>4</sup> ou de René Passet<sup>5</sup> discernent dès cette période l'ampleur des transformations en cours, mais comment auraient-ils pu deviner ce qui va devenir leur immense versant positif? Paradoxalement, l'ouvrage inaugural des réflexions sur l'information et son économie, *The Coming of Post-Industrial Society* de Daniel Bell<sup>6</sup>, devine des trajectoires d'appropriation positive (et notamment la fin de la rareté des sources), mais ne peut évidemment discerner les formes que ces trajectoires vont prendre quelques années plus tard. En 1988, lorsqu'il publie le premier tome de sa trilogie *L'Ère de l'information*<sup>7</sup>, Manuel Castells ne parvient pas encore à se convaincre que les effets des réseaux pourront aussi servir les sociétés et non jouer contre elles.

Autour de 1990, dans des travaux conduits avec Bernard Stiegler, nous tentions de décrire la mutation anthropologique qu'allait rendre possible l'informatique. Nous nous efforçions de cerner les nouvelles configurations des activités intellectuelles qui devenaient possibles lorsqu'au-delà de la mémoire et du langage on peut aussi extérioriser les méthodes pour y accéder, les organiser, les traiter. La pensée de cette transformation butait alors sur l'absence d'une mise en relation collective suffisamment universelle pour que la transformation ne soit plus seulement individuelle mais aussi sociale. C'est la diffusion à très grande échelle du Web (la toile)

4. Ivan Illich, *Tools for Conviviality* (1926), traduit en français sous le titre : *La Convivialité* (dans *Œuvres complètes*, tome I, Paris, Fayard, 2004), et *Silence is a Commons: Computers are doing to Communication what Fences did to Pastures and Cars did to Streets*, conférence à Tokyo le 21 mars 1982, <http://www.preservenet.com/theory/Illrich/Silence.html>.

5. René Passet, *L'Économique et le vivant* (1979), 2<sup>e</sup> édition, Paris, Economica, 1996.

6. Daniel Bell, *The Coming of Post-Industrial Society: a Venture in Social Forecasting* (1973), réédition Basic Books, 1999, traduction française Robert Laffont, 1996.

7. Manuel Castells, *L'Ère de l'information*, tome I: *La Société en réseaux*, 2<sup>e</sup> édition de la traduction française, Paris, Fayard, 2001 [1998].

qui allait lever cette hypothèque. Un mouvement de défense des libertés publiques sur Internet se structure aux États-Unis, notamment à travers l'*Electronic Frontier Foundation*. Puis, à partir du milieu des années 1990, un ensemble d'auteurs se mettent à reconnaître ce qu'ils appellent d'abord les nouveaux domaines publics, puis les biens communs de l'information (*information commons*). James Boyle<sup>8</sup>, Lawrence Lessig<sup>9</sup>, Paul Starr<sup>10</sup>, Tim O'Reilly<sup>11</sup> et bien sûr Yochai Benkler lui-même aux États-Unis, ainsi qu'une nouvelle génération d'analystes européens, reconnaissent le continent de la coopération informationnelle. Cependant, l'expression qu'ils donnent à cette découverte va être celle d'une protestation contre un mouvement inverse. À partir de préparatifs conduits dès les années soixante-dix, l'appropriation de l'information et des connaissances se développe tous azimuts : extension des brevets à l'information ; mise en œuvre du copyright par des mesures technologiques ; globalisation géographique des définitions et de l'application des titres de propriété dans la sphère de l'information. Ce qui aurait pu être l'affirmation positive des biens communs s'exprime donc comme dénonciation de la « seconde tragédie des enclosures<sup>12</sup> », comme mouvement de résistance.

Une dizaine d'années plus tard, Yochai Benkler renverse l'exposé et affirme la primauté de la création et de l'innovation sur la base des biens communs pour tout ce qui concerne l'information. C'est tout le sens du plan de son ouvrage : expliquer d'abord ce qu'est la production sociétale d'information et de connaissances sur la base des biens communs ; montrer ensuite l'impact individuel, culturel, démocratique et sur la justice sociale de ces développements ; rappeler seulement ensuite dans une troisième partie l'importance des choix réglementaires et politiques qui vont encourager ou au contraire freiner le développement des TIC et de leur usage pour la production sociétale d'information et de connaissances.

8. James Boyle, *The Second Enclosure Movement and the Construction of the Public Domain*, <http://www.law.duke.edu/pd/papers/boyle.pdf>.

9. Dont les Presses universitaires de Lyon ont déjà traduit *L'Avenir des idées : le sort des biens communs à l'heure des réseaux numériques* (2005).

10. Analyste remarquable dans l'espace américain par son attention au rôle de la puissance publique dans la création et la protection des biens communs liés à Internet.

11. Lui-même éditeur de livres diffusées sous licence libre et l'un des premiers à analyser la relation structurelle entre les logiciels libres et les architectures techniques pair à pair, thème également développé par Benkler.

12. La première, analysée par Karl Polanyi dans *La Grande transformation* (1944, traduction française Gallimard, 1983) avait vu les terres agricoles ouvertes à l'usage commun « encloses » comme propriété privée dans l'Europe des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

## Benkler comme penseur économique : l'apport fondamental de la théorie des coûts de transaction

La reconnaissance croissante des réalisations de la coopération informationnelle facilite bien sûr ce renversement de l'exposé. Le succès des logiciels libres d'abord, puis des encyclopédies libres, de la science ouverte ou des médias collaboratifs fournissent des preuves par l'exemple de l'efficacité de la coopération informationnelle sur la base des biens communs. Mais si Benkler franchit le pas de façon plus nette qu'aucun de ses prédécesseurs, c'est qu'il a en main un atout spécifique. Il dispose d'une théorie expliquant pourquoi cette production sociétale dont les acteurs partagent librement les résultats de leurs travaux est un mode de production supérieur pour les artefacts informationnels à ceux qui se développent sur la base des marchés, des contrats, des entreprises ou de l'organisation publique. Cette théorie ne reçoit dans *La Richesse des réseaux* qu'un exposé assez bref<sup>13</sup>. Elle a été exposée de façon plus technique dans un article majeur de Yochai Benkler : « Coase's Penguin, or Linux and *The Nature of the Firm* »<sup>14</sup>.

« The Nature of the Firm » (la nature de l'entreprise) est le titre d'un article de Ronald Coase publié en 1937, que celui-ci développa ensuite et pour lequel il reçut de nombreuses années plus tard le prix Nobel d'économie. Il s'efforce de répondre à une question que les économistes évitaient prudemment : s'il existe vraiment une supériorité du marché, des prix et des contrats comme moyen d'allouer des ressources rares, alors pourquoi diable y a-t-il des entreprises ? Des entreprises, c'est-à-dire des organisations dans lesquelles les ressources sont allouées par d'autres moyens, notamment hiérarchiques, et dans lesquelles la coopération peut se développer sans contrat. Coase avait montré que si tout était organisé à travers marchés, prix et contrats, des coûts de transaction inacceptables existeraient pour accéder à des ressources essentielles pour une activité mais difficiles à localiser ou à se procurer par des mécanismes de marchés ou de contrats. Il était donc plus efficace d'organiser d'avance la disponibilité de ces ressources au sein d'une organisation pour ne pas avoir à les trouver, les acquérir ou les négocier au cas par cas. Il montra que dans un état donné des techniques pour une production donnée, il existe un certain *optimum* de ce qu'il est préférable d'organiser à l'intérieur d'une entreprise et de ce qu'il est préférable de développer à travers les marchés. Coase prédit même que du fait du développement des technologies de

13. Pages 155 à 167, *infra*.

14. *Yale Law Journal*, vol. 112 (2002), <http://www.yale.edu/yalelj/112/BenklerWEB.pdf>.

communication, la limite se déplacerait en faveur des organisations et qu'on tendrait vers un accroissement de taille des entreprises.

Yochai Benkler s'empare de la théorie de Coase en la révolutionnant. Il met sur la table un troisième mode d'organisation, la production par les pairs sur la base des biens communs, qu'il situe dans *La Richesse des réseaux* comme partie d'un ensemble plus large : celui de toute la production «hors marché» par des producteurs indépendants échangeant librement les produits de leur activité<sup>15</sup>. Ce continent invisible pour les économistes prend un sens particulier lorsqu'il s'agit de produire de l'information et des connaissances, en particulier à l'ère des technologies de l'information et des réseaux. En effet, pour la production informationnelle, l'acquisition prédefinie de ressources au sein des entreprises (y compris les compétences) tout comme la négociation de celles-ci sur des marchés (par exemple de titres de propriété) deviennent inefficaces en comparaison de la production libre hors marché. Avoir à négocier l'accès à un bien non rival comme l'information ou les connaissances, alors que ce bien constitue la matière première fondamentale pour produire toutes sortes de biens (y compris les connaissances elles-mêmes), c'est s'attacher une chaîne inutile, génératrice de coûts de transaction souvent fatals. Mais l'imprévisibilité même des idées, des expressions et des créations rend tout aussi illusoire l'idée de les acquérir d'avance sous forme de compétences, même si celles-ci restent bien sûr nécessaires pour savoir les localiser, organiser leurs échanges et les orienter vers des buts.

Voilà donc un extraordinaire geste qui conduit Yochai Benkler à faire œuvre de théorie économique... en montrant que c'est hors du marché que des pans significatifs de la production de richesses vont se dérouler de la façon la plus efficace. D'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement de l'information pure (logiciels, médias et connaissances, par exemple) mais aussi, selon Benkler, de pans importants de l'économie matérielle reposant de façon croissante sur l'information. Avant même d'accomplir ce geste, Benkler nous a averti qu'il n'est pas nécessaire de le suivre sur ce point pour apprécier l'essentiel de son livre : « La discussion politique et morale qui constitue le reste de ce livre n'implique cependant pas votre adhésion à l'analyse particulière proposée au chapitre 3, et qui a pour objet de "domestiquer" ces phénomènes à partir de principes économiques plus ou moins standard<sup>16</sup>. » Il serait cependant dommage de se passer de cet éclairage.

15. Ces acteurs hors marché comprennent ceux qui sont institués comme tels par les politiques publiques comme les chercheurs dans certaines situations.

16. Page 136, *infra*.

## La philosophie politique libérale américaine et sa relecture par Yochai Benkler

La plus grande part de *La Richesse des réseaux* est consacrée à discuter de l'apport de la coopération informationnelle libre à la construction de l'individu, à l'espace public, à la démocratie, à une culture qui soit à la fois ouverte et partagée, à la justice et au lien social. Benkler y décortique les ressorts concrets, des réseaux aux contenus, en passant par les logiciels qui permettent à l'individu d'être plus autonome parce qu'il y a moins d'obstacles entre le projet d'une activité et sa conduite concrète. Il montre l'extraordinaire diversification des expressions dans l'espace public et salue les mécanismes qui permettent à ces expressions de se fédérer, de se reconnaître et de s'évaluer. Il met en contraste ces développements avec les effets de la concentration des médias<sup>17</sup>.

Benkler affronte à chaque fois la complexité, les tensions qui traversent le champ qu'il étudie. Le chapitre 7 consacré à la liberté culturelle est exemplaire de ce point de vue. Un long développement de philosophie politique pose le problème du soubassement culturel commun nécessaire à toute conversation démocratique. On entendra par là un dialogue dans lequel on peut être en désaccord tout en approuvant un ensemble de représentations, non discutées dans le cadre du dialogue, et qui permettent aux positions en présence d'interagir les unes avec les autres. Benkler en déduit qu'il est nécessaire que ces soubassements communs puissent exister tout en pouvant néanmoins être contestés. Il montre alors que c'est justement cette ouverture que va permettre la coopération informationnelle à grande échelle «hors marché». Parmi d'autres exemples, il prend celui d'une requête adressée par une petite fille à divers moteurs de recherche sur le mot «Barbie». Il montre comment Google, parce qu'il utilise les liens de tout un chacun, c'est-à-dire des créations «hors marché» comme indicateurs de pertinence<sup>18</sup> fournit un résultat qui fait une place à des sites critiques, alors que des moteurs de recherche dont le fonctionnement utilise des critères économiques (à l'extrême le paiement pour apparaître dans les réponses) fournissent des réponses réduites aux biens de consommation.

Le traitement de la question du lien social au chapitre 9 est tout aussi rigoureux et subtil. Benkler y commente l'idée développée par

17. Voir sur ce point en français : Joël de Rosnay, *La Révolte du pronétariat : des mass media aux média des masses*, Paris, Fayard, coll. «Transversales», 2006.

18. Ce qui ne l'empêche pas d'afficher des liens publicitaires, mais bien séparés et identifiés comme tels.

Rheingold<sup>19</sup> de communautés virtuelles récréant du lien social sur un fond de disparition progressive des espaces physiques et sociaux d'interaction collective. Il fait état des visions plus pessimistes selon laquelle la médiation informationnelle renforcerait au contraire la désocialisation des individus, leur aliénation par plongement dans un média virtuel. Utilisant alors des études empiriques détaillées, il montre qu'en particulier lorsqu'on considère les dynamiques d'usage la réalité se situe entre ces extrêmes et fait une place croissante au renforcement des relations existantes et à la création de nouveaux liens. Lorsqu'il n'est pas placé dans des contextes confinant ses interactions<sup>20</sup>, l'individu s'y socialise dans des registres multiples, dont les plus importants sont ceux du «faire ensemble» tel que l'organisent les logiciels sociaux.

Avant d'aborder la question centrale de la justice sociale et du développement, il peut être utile de signaler une difficulté que le lecteur français devra affronter. Yochai Benkler expose ce qu'il définit lui-même comme une contribution à la philosophie politique libérale. Le lecteur est ici menacé par deux contresens. Le premier est celui qui consisterait à confondre le libéralisme et le fondamentalisme du marché<sup>21</sup>. Il devrait être assez facile au lecteur d'échapper à cette confusion puisque tout l'objet du livre est justement de montrer l'importance accrue et essentielle du «hors marché». Celui-ci n'est jamais chez Benkler asservi à l'économique. Les catégories premières sont politiques et il forge même l'expression de «libéralisme utilitariste» pour bien montrer qu'il se situe lui dans un cadre plus large et non réductionniste. Mais un second contresens menace : pour exprimer ce que le concept américain de libéralisme a de différent du néolibéralisme et de son culte du marché, s'est répandue en Europe continentale l'idée que «*liberal*» signifierait «de gauche» ou «progressiste». Le croire serait manquer la portée fondamentale de la philosophie politique de Benkler. Si l'on veut définir ce qu'est une philosophie libérale dans le sens qu'il donne à ce mot, on pourra dire qu'il s'agit du projet d'une société ouverte, que des individus autonomes construisent en permanence lorsqu'ils sont dotés d'un ensemble de libertés et d'un soubassement de capacités à interagir les uns avec les autres. Cette philosophie est bien libérale dans le sens européen, et la citation de John Stuart Mill qui ouvre le livre la situe dans cette tradition.

19. Howard Rheingold, *Les Communautés virtuelles*, Paris, Addison-Wesley, 1995.

20. Comme ce sera le cas dans un groupe sectaire ou fondamentaliste, ou dans un contexte militaire, par exemple. Voir sur ce point mes analyses dans *Cause commune : l'information entre bien commun et propriété*, Paris, Fayard, coll. «Transversales», 2005.

21. La traduction récente du livre de Joseph Stiglitz, *Un autre monde : contre le fanatisme du marché* (Paris, Fayard, 2006) a proposé l'expression de «fondamentalisme marchand».

Pour le marquer, Benkler forge toute une batterie de qualificatifs : libéralisme progressiste, libéralisme délibératif, etc., dont chacun vise à montrer que lui travaille à un champ plus large. C'est avec John Rawls<sup>22</sup>, Ronald Dworkin<sup>23</sup>, Bruce Ackerman<sup>24</sup> qu'il dialogue, et la position qui émerge de ce dialogue est celle d'une conception de la justice comme développement humain, dans la lignée d'Amartya Sen<sup>25</sup>, mais instrumentée par la compréhension des révolutions informationnelles et du soubassement que les connaissances produites comme biens communs y offrent aux capacités de chacun<sup>26</sup>.

## Le développement humain comme catégorie fédératrice

La prise de conscience des révolutions informationnelles, l'enthousiasme pour la coopération informationnelle hors marché sur la base des biens communs ont fait converger autour du développement humain un ensemble de pensées issues de traditions bien différentes, de la philosophie politique libérale de Yochai Benkler ou d'Eben Moglen<sup>27</sup>, jusqu'à des pensées croisant écologie politique et attachement aux systèmes sociaux européens (tout en reconnaissant le besoin de réinventer leur gouvernance sociétale), comme celle d'André Gorz<sup>28</sup> ou la mienne. Cette convergence est une très bonne nouvelle, d'autant qu'elle n'est pas que théorique, mais se traduit également dans le champ de l'action politique, notamment dans les luttes pour une écologie institutionnelle

22. John Rawls, *A Theory of Justice* (1971), traduction française : *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1987.

23. Ronald Dworkin (*Sovereign Virtue: the Theory and Practice of Equality*, Cambridge, Harvard University Press, 2000) défend l'inclusion d'une part de responsabilité de l'individu dans la définition de la justice sociale, reprochant à la théorie de Rawls de donner un rôle excessif à la chance. Benkler critique son idée d'un système d'assurance sociale distinguant les contributions respectives des «dations» dépendant de la chance et des effets relevant de la responsabilité de chacun comme impossible à mettre en œuvre.

24. Bruce Ackerman, *Social Justice in the Liberal State*, New Haven, Yale University Press, 1981.

25. Amartya Sen, *Development as Freedom*, Oxford University Press, 2000. Traduit en français sous le titre : *Un nouveau modèle économique : Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, 2002.

26. Pour un développement analogue dans un contexte intellectuel européen, voir mon article : «Capabilities in the Information Era» (2006), <http://paigrain.debatpublic.net/docs/TACD-200306.pdf>.

27. Voir la conférence d'Eben Moglen sur le logiciel libre et la justice sociale : Eben Moglen, *Software and Community in the Early 21<sup>st</sup> Century*, Conférence Plone 2006, <http://www.geof.net/research/2006/moglen-notes>.

28. *L'Immatériel : connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée, 2003.

de l'environnement numérique qui soit favorable au développement humain.

Le contenu de ces luttes fait l'objet du chapitre 10 de *La Richesse des réseaux*. Benkler y parcourt les choix qui vont influer sur ce qu'il considère comme l'enjeu fondamental : le « nombre d'utilisateurs individuels qui continueront de produire l'environnement de l'information en réseau par opposition à la proportion des consommateurs qui continueront de s'asseoir dans leur canapé, recevant passivement les produits finis des producteurs industriels de l'information<sup>29</sup> ». Il y reprend son modèle des trois niveaux<sup>30</sup> : physique (infrastructure des réseaux), logique (logiciels et interfaces) et contenus, et s'en sert pour cartographier les décisions réglementaires et politiques qui influent et influeront sur la clôture (*l'enclosure*) ou l'ouverture des sociétés informationnelles.

Le nouveau paysage politique qui résulte de la reconnaissance des révolutions informationnelles et du primat du développement humain marque le grand retour du politique, le rejet de l'économisme abstrait, la prise en compte du concret dans sa complexité : concret des marchés, concret social et culturel. Ce qui est en jeu est l'émergence d'une forme du politique qui peut être prise en charge par les individus et les groupes sociaux, d'une politique qui ne surplombe plus le monde, mais vit en lui. Comme toujours, cette nouvelle formulation et les coalitions qu'elle rend possible ne sont pas une solution magique, mais le début des problèmes ou plutôt le début des débats. Le concept de développement humain est inséparable des indicateurs du même nom, conçus par le programme des Nations unies pour le développement dans le but de disposer d'une représentation qualitative et diversifiée de ce qui contribue dans chaque pays aux conditions réelles de vie et de réalisation des individus. Ces indicateurs sont multiples par essence et irréductibles les uns aux autres, même si, sous pression des besoins de communication, un classement basé sur leur pondération a été établi. La multiplicité des indicateurs contient en germe une multiplicité d'approches potentielles, de priorités politiques qui sont en concurrence et parfois en conflit les unes avec les autres. Telle approche de la santé publique privilégiera l'éducation et la prévention, telle autre le progrès technologique médical, mais aucune ne pourra se passer des unes ou de l'autre, et toutes utiliseront les nouvelles médiations informationnelles.

29. Page 474, *infra*.

30. Présenté notamment dans son article « Property, Commons and the First Amendment: Towards a Common Infrastructure », ce modèle a exercé une influence déterminante sur les réflexions de Lawrence Lessig par exemple.

Le nouvel espace politique appelle une nouvelle conversation démocratique en son sein. Le reste de cette préface est consacré à tirer l'un des fils possibles de cette conversation en soulevant une question que Yochai Benkler laisse en grande partie de côté : comment marchés et échanges informationnels hors marché peuvent-ils s'articuler ?

## Une autre écologie informationnelle ?

Benkler discute volontiers l'une des facettes de cette question, celle des transformations introduites dans la production matérielle et les marchés par le développement de la coopération informationnelle hors marché. Mais il ne traite que marginalement la question du couplage proprement économique entre les deux sphères. Et, en particulier, comment s'organiseront les échanges de valeur entre les deux univers, valeur monétaire dans celle des marchés, valeurs qualitatives et multiformes dans la sphère des expressions et créations hors marché. Cette question n'a rien d'abstrait. C'est elle que l'on rencontre lorsque quelqu'un demande comment les créateurs hors marché mangent et se logent. C'est aussi elle qui nous interpelle lorsqu'on constate que plus d'un tiers des revenus des personnes en France sont des revenus distributifs sans lien avec une supposée contribution productive.

Ce n'est pas le lieu ici de traiter en détail de cette question. Mais on peut imaginer trois scénarios et esquisser les problèmes qu'ils soulèvent. Le premier est le scénario optimiste du découplage. La production matérielle et les services aux personnes assurent un revenu suffisant à chacun – moyennant d'éventuels mécanismes de redistribution – tout en laissant un temps libre suffisant pour se consacrer aux activités hors marché. Le financement des services de base qui créent les conditions des activités hors marché (éducation, santé publique, infrastructures) est assuré par l'impôt.

Le second scénario est celui du couplage microéconomique : les activités hors marché se développent dans la mesure où il existe un modèle de valorisation économique direct ou dérivé (ou l'espoir d'un tel modèle). Celui-ci a fait ses preuves dans quelques exemples, notamment dans la sphère des outils (logiciels libres), mais sa généralisation est par nature contradictoire avec une écologie ouverte de la production informationnelle hors marché, qui, s'il était appliqué... ne serait tout simplement plus hors marché.

Le troisième scénario est celui dans lequel un couplage est mis en place au niveau macroscopique entre la création de monnaie et les activités hors marché de l'écosystème informationnel. Ce couplage peut être

soit global, soit spécifique pour un domaine donné : création musicale, médias collaboratifs, etc. La monnaie injectée dans l'écosystème informationnel est alors répartie entre les acteurs du domaine concerné. L'exigence de donner une autonomie aux activités hors marché impose que la création de monnaie soit indexée sur une mesure des activités internes à la sphère hors marché : sa valeur initiale peut être établie en référence à des activités de marché, mais l'évolution doit suivre celle de l'écosystème concerné. Sa création au niveau global (au moins pour un domaine) est indispensable pour éviter des coûts de transaction inacceptables. Des mécanismes comme la contribution créative<sup>31</sup> pour la musique ou les œuvres culturelles en général représentent une réalisation partielle de ce troisième scénario : tels qu'ils sont actuellement envisagés, ces financements mutualisés sont mis en œuvre par des prélèvements sur la sphère du marché (redevances ou impôts). Mais l'on peut penser qu'une création de monnaie s'effectuera pour accompagner la croissance des activités informationnelles. À terme, la bonne façon de modéliser ces systèmes sera de considérer que chaque individu y reçoit un crédit dont l'affectation dans l'écosystème informationnel va s'effectuer en fonction de ses préférences telles qu'elles s'expriment par ses pratiques. Parmi les débats internes au troisième scénario, certains préfèrent des schémas globaux comme le revenu d'existence, d'autres préfèrent des mécanismes spécialisés adaptés aux besoins de domaines spécifiques de l'expression, de la création, de la production de connaissances ou de l'innovation. En pratique, il est probable que ce scénario impliquerait une combinaison des deux : comme l'a noté Antonella Borsani, nul ne peut mener des activités hors marché si son existence n'est pas assurée, mais un système basé sur le seul revenu d'existence ne pourrait s'adapter aux besoins spécifiques<sup>32</sup> et à la dynamique interne imprévisible des différents domaines.

Sous quelles contraintes va s'effectuer l'exploration de ces options possibles ? Et en particulier, pourquoi envisager le troisième scénario, ne pas s'arrêter au premier qui est celui implicitement choisi par Benkler ? Essentiellement parce que les relations actuelles de l'économique et du social rendent improbable une distribution acceptable des capacités à contribuer à l'écosystème informationnel. Dans *Cause commune*<sup>33</sup>, j'avais

31. Il s'agit de la reconnaissance du droit des individus à échanger des œuvres numériques sans but de profit, associé au paiement d'une contribution forfaitaire pour les rémunérer ou aider à les produire.

32. Ainsi des domaines comme les grands instruments scientifiques ou la production filmique demandent-ils une sélection à priori des projets alors que d'autres comme les médias collaboratifs ou la création musicale peuvent fonctionner à postérieur.

33. *Op. cit.*, p. 250.

exprimé la situation de la façon suivante : « Le drame de notre époque, c'est que, malgré une libération potentielle du temps sans précédent, on parvient, par l'absurdité de l'économisme, à organiser cette disponibilité de telle façon qu'au cadre surmené font face des précaires courant d'un emploi à temps partiel à un autre, et de tâches domestiques en loisir télévisé, et des exclus désœuvrés qui n'ont pas accès aux savoir faire de la création des biens communs ou qui, surtout, n'en attendent pas de reconnaissance crédible.»

L'organisation industrielle à l'ère de l'information a conduit à une extrême concentration de la création de valeur économique. En parallèle, la capture de cette valeur pour la redistribution est devenue de plus en plus difficile et de plus en plus contestée. Or le coût de la création des conditions de contribution à la coopération informationnelle (notamment celui de la construction des compétences nécessaires) est élevé. Qui plus est, la consommation passive et pilotée par les médias de masse ne frappe pas que les produits informationnels : ce sont tous les produits qui sont concernés. Il est probable qu'un développement de consommateurs critiques, acteurs de l'invention de leur espace de vie se traduira par un volet « décroissance » dont il n'est pas évident qu'il soit compensé, au moins dans un premier temps, par les nouveaux produits et services servant leurs modes de vie. De la même façon, la réinvention écologique des modes de production et de consommation sera sans doute source de nouvelles formes de croissance économique, mais agira aussi comme contrainte dans une phase de transition. Pour toutes ces raisons, il ne suffit pas de penser le hors marché, il peut être nécessaire d'organiser les marchés et la fiscalité.

Le premier scénario constitue l'option idéale pour la pensée libérale dans la mesure où il affranchit la sphère hors marché sans rendre nécessaire d'organiser la sphère des marchés au-delà des transformations qu'y induit progressivement la coopération informationnelle. Mais compte tenu des contraintes qui viennent d'être discutées, en rester à ce scénario contraindrat de façon importante le développement de l'écosystème informationnel, limitant l'expansion de la sphère hors marché<sup>34</sup>. La question n'est pas prête d'être close, mais on peut se demander si l'organisation des marchés ne fera pas son retour à travers une écologie des activités informationnelles mettant en œuvre le troisième scénario selon des modalités social-démocrates<sup>35</sup>.

34. Plus de trente millions de personnes aux États-Unis déclarent se définir à un degré ou à un autre comme « artistes ».

35. Benkler identifie la social-démocratie à une promotion de l'accès gratuit à des produits ou services, mais elle peut aussi se réinventer comme construction active de l'accès

## D'une Richesse à l'autre

En 1776, Adam Smith publiait *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*<sup>36</sup>, bientôt connu sous le titre abrégé de *La Richesse des nations*. Cet ouvrage fondateur de l'économie politique (c'est-à-dire d'une philosophie politique fondée sur une certaine vision de l'économique) a eu une descendance multiple et complexe. Adam Smith y fait œuvre économique pour trouver par ce détour une solution à un problème proprement politique : comment fonder une société politique sans avoir à supposer que ses membres ont une capacité de jugement sur le bien commun ? Il parvient à sa solution propre par trois instruments : une analyse de la division du travail, le paradigme de la main invisible et la réduction au marché de la relation capital / travail selon le modèle du salariat. Or chacun de ces instruments va plus ou moins rapidement se révéler défectueux dans le champ proprement économique, sans que cela ne retire rien à l'héritage de la pensée d'Adam Smith. La vision fondatrice de la division du travail, exprimée dans l'exemple de la manufacture d'épingles<sup>37</sup>, est une vision artisanale où la division s'effectue entre travailleurs humains, et non entre hommes et machines dans le cadre d'une processus de production technique pensé comme tel. Cinquante ans plus tard, la révolution industrielle battant son plein, David Ricardo dans *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817) puis Charles Babbage dans *Traité sur l'économie des machines et des manufactures* (1831) vont remplacer la vision artisanale de la division du travail par celle des procédés de production technique. La relation des salariés au capital relève toujours du rapport de forces autant que de l'échange, et si on peut bien la lire comme se déroulant sur un marché (du travail) celui-ci a toutes les caractéristiques des marchés concrets, si différents de leur modèle idéal. Enfin, deux siècles de débat n'ont pas tranché la question, mais il y est apparu de plus en plus clairement que la main invisible agrégeant les comportements visant le profit individuel a besoin de beaucoup d'aide<sup>38</sup> si l'on veut qu'elle œuvre en faveur du bien commun. Pourtant, le projet de chercher des mécanismes qui permettent aux initiatives individuelles d'œuvrer ensemble, sans coûts de transaction excessifs, à une construc-

---

aux capacités. Le rapport « Vers une société de la connaissance ouverte », remis en avril 2007 par Michel Rocard à Ségolène Royal, suit cette approche.

36. *Op. cit.* : la présentation qui suit doit beaucoup à l'introduction de Daniel Diatkine pour cette édition.

37. Daniel Diatkine note que sa description est presque entièrement empruntée à l'article « épingle » de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert.

38. Je fais ici référence au titre de la conférence organisée en décembre 2006 pour rendre hommage à l'économiste Claude Henry : *Helping the Invisible Hand*.

tion utile à tous n'a rien perdu de sa validité. C'est ce projet même qui anime *La Richesse des réseaux*. Mais les conditions de réalisation de ce projet se sont radicalement transformées : il existe aujourd'hui des instruments supérieurs au marché pour coordonner certaines formes d'activités, et ces activités rendent ceux et celles qui y participent de plus en plus capables de participer à la grande conversation démocratique et de débattre des voies du bien commun.

*La Richesse des nations* eut deux descendances majeures à l'extérieur du champ de l'économie politique. La première est bien connue : c'est celle qui permit à Charles Darwin de formuler sa théorie de l'évolution par sélection naturelle. Cette dernière y joue le rôle de la main pas si invisible que ça qui dirige l'accumulation des transformations aléatoires apparaissant dans la reproduction des individus de chaque espèce. Là aussi, la théorie initiale fut révisée sur des points essentiels, mais sa structure vit toujours<sup>39</sup>. L'on sait moins que *La Richesse des nations* influença d'une façon essentielle la conception de machines à calculer universelles. Le même Charles Babbage cité plus haut à propos de l'économie des manufactures rapporte<sup>40</sup> que c'est la lecture de l'analyse de la division du travail dans *La Richesse des nations*, jointe à l'exemple de l'organisation pendant la Convention par De Prony du calcul par une armée de calculateurs de *Grandes tables trigonométriques et logarithmiques* qui lui donna l'idée de la structure de sa machine analytique. Cette machine, jamais construite du vivant de Babbage, est le précurseur conceptuel des ordinateurs modernes. Commentant sa conception, Ada Lovelace<sup>41</sup> prédit que son usage transformerait profondément les activités humaines qu'elle servirait. Gageons que *La Richesse des réseaux* aura aussi de telles descendances.

PHILIPPE AIGRAIN, mai 2007

39. Voir Stephen Jay Gould, *La Structure de la théorie de l'évolution*, trad. Marcel Blanc, Paris, Gallimard, 2006.

40. Voir Philippe Aigrain, *De l'organisation au calcul... le temps de Charles Babbage* (1985), republié dans *Revue française de gestion industrielle*, vol. 22, n°2, 2003.

41. Ada Lovelace, notes des Mémoires de Lui Federico Menabrea, *Sketch of the Analytic Engine Invented by Charles Babbage*, <http://www.fourmilab.ch/babbage/sketch.html> et mon analyse dans *Cause commune*, op. cit., p. 47-49.